

Burundi : Vers un redécoupage territorial avec la disparition de Bururi ?

@rib News, 17/11/2014 Si l'information s'avère être vraie, cela risque d'avoir l'effet d'une bombe. En effet, selon une source habituellement bien informée, le Gouvernement burundais planifierait un nouveau redécoupage territorial, qui aboutirait à la disparition de la province de Bururi, actuellement la plus grande des dix-sept provinces du Burundi, avec la création de deux nouvelles provinces, Matana et Rumonge. "Il y a un plan d'effacer le mot Bururi et un consultant a été recruté pour cela. Au début on pensait à une farce, mais c'est la réalité" insiste néanmoins notre source. Ce projet "visiblement monté contre la province de Bururi", se résumerait en deux axes, explique-t-elle.

D'abord le Gouvernement planifierait de détacher trois communes de la province Bururi, à savoir Burambi, Buyengero et Rumonge, pour y ajouter trois autres communes, deux de la province Bujumbura-Rural et une de la province Makamba (Nyanza-lac), pour en faire une nouvelle province, celle de Rumonge. La création de la nouvelle province Rumonge serait déjà bien avancée, seule Nyanza-lac aurait à chapper de justesse à ce nouveau découpage. La nouvelle province attendrait seulement la signature du président de la République, Pierre Nkurunziza, pour la rendre opérationnelle. Toujours selon notre source, le deuxième axe consisterait au transfert du chef-lieu de l'actuelle province de Bururi vers Matana. Cette nouvelle province regrouperait les communes de Bururi, Matana, Mugamba, Rutovu, Songa et Vyanda. Enfin, dans cette perspective, le chef-lieu de la commune Bururi serait transféré à Muzenga, une localité située du Petit Séminaire de Buta. Même si les motifs derrière ce nouveau projet de découpage ne sont pas clairement explicités, notre source estime que c'est avant tout pour "semer la zizanie entre les habitants de cette province". Le pouvoir espérerait ainsi gagner les cœurs des habitants de Burambi, Buyengero et Rumonge en leur offrant une province. Dans ces trois communes, l'ADC-Ikibiri (coalition de plusieurs partis de l'opposition) y est bien implanté depuis longtemps. Les partis comme le Frodebu, le CNDD de Nyangoma et le Frolina y sont majoritaires. Le pouvoir espérerait aussi gagner les cœurs des habitants de Matana, Mugamba et Songa qui seraient proches de cette nouvelle "ville" qui serait implantée à Matana. Autre motif, selon la même source : le pouvoir du CNDD-FDD, très revanchard, vouerait une "haine viscérale" contre la province de Bururi qui aurait, à ses yeux, le tort d'avoir vu la naissance de trois anciens présidents, Micombero, Bagaza et Buyoya. Des "Bururiens" à la tête des régimes militaires-civiles de triste mémoire au Burundi. L'autre raison avancée serait le fait que Bururi soit le fief de deux hommes politiques devenus "ingérables" pour le pouvoir de Bujumbura. D'un côté Léonard Nyangoma, le leader historique de la rébellion et président du CNDD, un parti de l'opposition radicale, et de l'autre Charles Nditije, un Hutu à la tête de l'opposition radicale des Tutsi au sein de l'ex-parti unique UPRONA, contrainés depuis des décennies par les Bururiens. Une autre raison serait l'attitude même des habitants de Bururi envers le pouvoir. Depuis 2005, ils sont restés imperméables aux appels du parti présidentiel CNDD-FDD. Les habitants de Bururi se retrouvent plus au parti CNDD de Nyangoma, MSD de Sinduhije, Uprona (aile de Nditije), au Frodebu et dans l'aile du FNL de Rwaswa. Un affront dur à avaler pour le pouvoir, qui voudrait ainsi amoindrir le poids et l'influence de l'actuelle Bururi en l'amputant de Rumonge et le privant ainsi des dividendes économiques de cette partie du pays, affirme la même source. Un proche du pouvoir confirme bien l'existence d'un projet de création d'une nouvelle province de Rumonge, mais rejette catégoriquement l'existence d'une quelconque volonté de changement de nom pour la province de Bururi. Mais on voit mal en ce moment un redécoupage territorial alors que le processus électoral est déjà bien avancé pour les élections générales de 2015 s'il s'agirait d'une promesse électorale du pouvoir pour s'attirer les voix des Sudistes. Affaire à suivre... [JMM]